

*Pouvoir d'emprunt*

D'après l'étude faite à l'Université de Toronto, le nôtre n'entrerait pas dans cette catégorie.

Il serait intéressant d'examiner les statistiques pour 1979-1980, alors que le déficit atteignait 4.8 p. 100 du produit national brut; en 1981-1982, cette proportion avait été ramenée à 2.5 p. 100 du PNB. C'est à ce moment là que la récession s'est abattue sur nous.

Il faut remarquer, en ce qui concerne la récession, que la véritable cause de l'aggravation du déficit, loin d'être les grosses dépenses du gouvernement—bien que celles-ci comptent sans doute dans une proportion de 30 à 40 p. 100—est plutôt la baisse de ses recettes, du fait du très grand nombre de chômeurs.

Si les résultats de l'étude sont exacts—et je le crois; en effet, la proportion du déficit par rapport au PNB entre 1978 et 1982 montre assurément qu'ils le sont et que nous connaîtrions un excédent aujourd'hui, n'eût été de la récession—il s'agit en réalité d'un déficit qui sera de courte durée et non d'un déficit structurel. Ceci étant dit, d'après les économistes, nous ne risquons pas grand-chose à accroître le déficit, si c'est dans le but de créer des emplois.

Le ministre des Finances (M. Lalonde) devrait sérieusement tenir compte de ce fait, à mon avis. Ainsi, par rapport au produit national brut actuel, le déficit devrait s'établir à environ 8 p. 100. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le déficit avait atteint en une année une proportion de 25 p. 100 du PNB, ce qui fait que 8 p. 100 n'a rien d'exagéré, compte tenu des tensions économiques actuelles. Si l'on permettait que le déficit atteigne jusqu'à 10 ou 11 p. 100 du PNB, à court terme seulement, ce ne serait pas très grave. Beaucoup d'économistes affirmeront sans doute que c'est même nécessaire en ce moment.

Le taux d'épargne des particuliers est un autre facteur lié au chômage et au déficit. Ces épargnes, comptent pour environ 13 p. 100 des gains bruts du particulier, alors que, aux États-Unis, ils comptent pour environ 6.9 p. 100. Il est un peu réconfortant pour ceux que l'inflation et les taux d'intérêt élevés inquiètent que ce chiffre soit aussi élevé et que les gains bruts des particuliers représentent environ les trois quarts du PNB.

L'importance des épargnes laisse une certaine marge de manœuvre et permet d'exercer des pressions sur l'économie pour freiner l'inflation ou faire baisser les taux d'intérêt. Mais la proportion très forte des épargnes contribue à freiner passablement l'économie. Les particuliers épargnent tellement plus qu'ils ne dépensent en ce moment, que, pour la plupart des économistes, le problème se résume à ceci: la part du PNB qui est investie dans les biens de consommation est tout simplement insuffisante. Les gens n'achètent plus. La croissance de l'économie restera au point mort tant que les dépenses de consommation n'auront pas augmenté.

Je crois qu'il y a deux raisons fondamentales qui expliquent pourquoi le taux des épargnes personnelles est si élevé. Dans les années 60, il était de 3 ou de 4 p. 100 alors que maintenant il est de 13 p. 100. La première raison, c'est que les taux d'intérêt sont très élevés. Si on soustrait du taux préférentiel, qui est de 11.5 p. 100 à l'heure actuelle, le taux d'inflation de 8.3 p. 100, on obtient un gain réel au titre des intérêts d'environ 3.2 p. 100. C'est un peu en-dessous de la vérité, puisque le taux d'inflation est beaucoup moins de 8.3 p. 100. Par exemple, au cours des six derniers mois, il était d'environ 6 p. 100,

ce qui donne un taux d'intérêt réel anormalement élevé de 5 et 6 p. 100. En règle générale, il devrait être en-deça de 3 p. 100. Et bien sûr, les gens sont beaucoup plus enclins à épargner leur argent qu'à le dépenser.

L'autre raison qui explique pourquoi les gens épargnent tant, c'est qu'ils craignent de perdre leur emploi; ils se dépêchent donc de payer leurs factures ou de rembourser leur hypothèque. Tous ces problèmes viennent d'un sentiment d'insécurité.

Il me semble que le gouvernement doit créer davantage d'emplois pour rassurer les citoyens. Et pour créer plus d'emplois, je crois qu'il faudrait accroître le déficit. Je crois qu'on pourrait arriver à apaiser les craintes si on démontrait aux gens qu'ils ne vont pas perdre leur emploi ou qu'ils pourront en trouver un autre. Ils se sentiraient beaucoup plus enclins à acheter davantage de biens durables comme des voitures, des réfrigérateurs ou une maison.

● (1430)

Encore une fois, le fléchissement des taux d'intérêt devrait favoriser l'industrie du bâtiment. Quels sont les choix qui s'offrent au ministre? Je sais que toute hausse du déficit répugne à de nombreux Canadiens, mais un nombre croissant de dirigeants d'entreprises estiment la chose nécessaire. Je pense qu'il ne faut pas perdre de vue ce que j'ai mentionné, à savoir que notre déficit est un déficit essentiellement à court terme et non un déficit de longue durée. Voilà pourquoi dans une perspective à court terme, on peu l'élargir sans créer de graves problèmes de structure. Je propose en fait de consacrer des sommes assez considérables pour créer des emplois à court terme.

Il existe un certain nombre de facteurs qui doivent entrer en ligne de compte avant de dépenser pour créer de l'emploi. Par exemple, les projets retenus devraient contenir un fort pourcentage de main-d'œuvre. Cela tombe sous le sens. Beaucoup d'entre eux pourraient être du domaine public et aussi contribuer à relancer l'activité dans le secteur privé. De nouveau, je songe à la construction de maisons. Les projets devraient être utiles. Je ne parle pas de projets dont la seule raison d'être est la création d'emplois, je veux plutôt parler de travaux d'infrastructure telle que la construction d'égoûts et autres entreprises communautaires; voilà le genre de choses que l'on devrait entreprendre. En fait, puisqu'il s'agirait de réalisations durables, il faudrait établir un inventaire national de travaux à entreprendre en période de chômage.

Il y a quelques jours, le ministre m'a répondu qu'il s'agirait essentiellement de projets à très court terme. Nous ne songeons pas à des méga-projets à long terme parce que nous ne voulons pas que le budget soit grevé d'un déficit à long terme. Voilà pourquoi nous souhaitons que les hausses du déficit soient temporaires. A supposer que la reprise mondiale se matérialise—et cette tendance se manifeste déjà au Canada et aux États-Unis, le tableau de nos échanges extérieurs est là pour en témoigner—à long terme, il faudra quand même se préoccuper de toute la question du chômage. Si seulement dès l'an prochain, la croissance pouvait atteindre 4 à 6 p. 100, je crois que ce serait déjà un bon résultat, mais il se pourrait que le marché du travail et la création d'emplois continuent à stagner. Il est